

48 Palestiniens en grève de la faim contre la politique israélienne de détention sans charges

Description

23 juillet 2016 (mis à jour le 24 juillet 2016)

384858C

RAMALLAH (Maïan) – Selon un communiqué émis par le Comité Palestinien des Affaires des Prisonniers, une grève de la faim massive se poursuivait samedi dans les prisons israéliennes pour protester contre la détention de Palestiniens par Israël, sans charges ni procès, 48 Palestiniens participant maintenant à la grève de la faim ouverte pour soutenir les prisonniers grévistes de la faim Bilal Kayid et les frères Muhammad et Mahmoud al-Balboul.

Le comité a dit dans son communiqué que les grèves de la faim solidaires se poursuivent pour faire pression sur l'administration des prisons et le gouvernement israéliens et les amener à accéder aux exigences des prisonniers grévistes et à mettre fin à la politique israélienne controversée de détention administrative à emprisonnement sans charges ni procès, fondée sur des preuves non vérifiées, presque exclusivement utilisées contre les détenus palestiniens. Dans le communiqué, le président du comité, Issa Qaraq, a appelé à une action à grande échelle dans toutes les villes palestiniennes pour soutenir les grévistes de la faim, disant que la mission des grévistes de la faim était d'aider le peuple palestinien à mettre fin à la politique israélienne, internationalement condamnée, de détention administrative. Qaraq a souligné que la détention administrative viole le droit international et les conventions humanitaires.

Kayid, membre du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), parti politique de gauche le plus populaire de Palestine, est en grève de la faim depuis 40 jours pour protester contre son placement par Israël en détention administrative le jour où il devait être libéré à l'expiration de sa condamnation à 14 ans et demi de prison. Kayid est actuellement traité dans le Centre Médical Barzilai d'Israël à Ashkelon, et on le dit dans un état grave après que sa santé se soit sérieusement détériorée la semaine dernière. Kayid, résident de la ville d'Asira al-Shamaliya, district de Naplouse au nord de la Cisjordanie occupée, a abordé à son arrestation en 2002 pour sa prétendue implication dans les Brigades d'Abu Ali Mustfafa, branche armée du FPLP. Des centaines de prisonniers affiliés au FPLP ont organisé plusieurs grèves de la faim solidaires massives pour exiger la libération de Kayid.

Pendant ce temps, les frères Muhammad et Mahmoud al-Balboul, détenus dans la prison israélienne d'Ofer, ont entamé, plus tôt ce mois-ci, une grève de la faim ouverte et sont en grève depuis 20 jours, rejoignant Kayid et plusieurs autres prisonniers palestiniens dans leur grève de la faim pour essayer de rendre Israël responsable de l'arrestation et de la détention arbitraires des Palestiniens.

Les frères ont été arrêtés le 9 juin à Bethléem, exactement deux mois après que leur sœur Nuran de 14 ans ait été arrêtée, après avoir essayé de passer les 300 checkpoints israéliens entre le nord de Bethléem et Jérusalem, prétendument en possession d'un couteau, accusation que les gens sur place ont refusé.

Muhammad, dentiste, a été condamné à six mois de détention administrative, tandis que Mahmoud, étudiant en médecine à l'université al-Quds, a été condamné à cinq mois.

Nuran a été libérée le 12 juillet après trois mois de prison.

Tous les trois sont les enfants d'Ahmad al-Balboul, chef reconnu des Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa du Fatah, assassiné en mars 2008, avec trois autres Palestiniens, par les forces secrètes israéliennes.

Israël considère que la majorité des partis politiques palestiniens sont des « organisations terroristes ». Ce qui fait que la plupart des Palestiniens qui participent à la vie politique dans les territoires palestiniens occupés risquent d'être mis en prison par les autorités israéliennes.

Selon les Palestiniens, Israël utilise la politique de la détention administrative pour arrêter les membres de la famille des leaders politiques palestiniens, élargissant plusieurs politiques que les associations de défense des droits condamnent en tant que « punition collective » visant à démembrer la vie familiale des Palestiniens de Cisjordanie et de Jérusalem Est.

Selon l'association de défense des droits des prisonniers Addameer, en mai, 7.000 Palestiniens étaient détenus par Israël, dont 715 en détention administrative.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source: [Ma'an News](#)

date créée
2016/07/26